

liers et 15 p. 100 des entreprises. A mon avis, cela accentue le chômage et ne fait rien pour combattre l'inflation. Il s'agit là de la société juste dont parlait le premier ministre il y a quatre ans mais dont il est moins question actuellement.

L'autre problème, que j'ai évoqué en critiquant le budget, est celui de l'accélération de la fuite des capitaux canadiens vers le marché américain. Cette fuite est contraire aux intérêts du Canada à une époque où nos entreprises de production d'énergie doivent faire de forts investissements, si l'on en croit le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald). Dans un récent discours, il a déclaré qu'un des principaux facteurs contribuant à la fuite des capitaux vers le Sud est le manque de diversité du marché canadien des capitaux qui se trouve en concurrence avec le pourcentage élevé d'investissements directs aux États-Unis. Il estime que les investissements de l'industrie énergétique seuls atteindraient de 50 à 70 milliards en 1970. D'où proviendra cet argent, monsieur l'Orateur? De l'extérieur!

Le ministre a signalé, avec raison, que le drainage de fonds vers le marché de New York nuit aux intérêts des Canadiens. Il a déclaré, en outre, que l'industrie énergétique aurait besoin de capitaux de l'ordre de 50 à 70 milliards de dollars dans les années 70. Par contre, il a tort de supposer que le seul fait de limiter les investissements étrangers à 10 p. 100 des avoirs des régimes de pension et d'épargne-retraite suffira à encourager les placements canadiens. Au contraire, on ne parviendra qu'à limiter les investissements étrangers sans cependant encourager les placements canadiens. Voilà en quoi le budget pêche.

On ne saurait passer sous silence un autre aspect des propositions budgétaires et il me semble que l'attitude arrogante et insensible du gouvernement explique, entre autres, nos difficultés. Les déductions accrues d'impôt sur le revenu applicables aux aveugles, aux invalides et aux pensionnés sont méritoires, mais pourquoi ne les a-t-on pas prévues il y a cinq ans lors de l'élaboration du régime? L'inflation sévissait tout autant alors. Si ces infortunés ont besoin d'aide, alors il faut la leur donner plus directement, et la donner à ceux qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire à ceux qui ne peuvent travailler ou à ceux qui sont condamnés à rester économiquement faibles.

J'aimerais pendant les quelques minutes qui me restent parler des conditions qui existent en Alberta, de même qu'au Manitoba, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique en matière d'énergie. Actuellement, le taux de production accrue dans l'industrie pétrolière est inférieur à celui d'autres industries de ce genre parce que l'exploration et la mise en valeur dans l'Ouest canadien et dans le Nord ont été ralenties par les politiques gouvernementales qui découragent de telles initiatives au lieu de les favoriser.

• (1610)

Que le gouvernement fédéral ait pu, sans consulter les provinces, conclure dès 1967 un accord dit secret avec les États-Unis soumettant à certaines restrictions l'exportation du pétrole du Canada témoigne de la nécessité d'une plus grande coopération entre les deux paliers de gouvernement. Ce qui importe davantage c'est qu'il y ait une plus grande coopération entre le gouvernement fédéral et ceux des provinces afin de doter le Canada d'une politique bien précise en matière d'énergie. La déclaration du premier ministre Lougheed selon laquelle l'Alberta ne participera pas aux futurs entretiens sur la constitution

[M. Thompson (Red Deer).]

donne une idée du peu d'égards du gouvernement fédéral pour les droits des provinces.

Il y a quelques semaines, le premier ministre a dit à Edmonton qu'il allait faire construire dans l'Arctique une nouvelle autoroute qui serait également un couloir d'énergie par lequel pourrait passer le pipe-line. On ne sait pas encore si c'est faisable. On n'a rien trouvé dans les déclarations ministérielles qui encourage les entreprises privées à faire une enquête ou à faire des recherches elles-mêmes à ce sujet. Dans quelques semaines aura lieu à Calgary une conférence sur le couloir d'énergie préparée par le ministre des Mines et des Minéraux de l'Alberta. Celui-ci a dit:

... les objectifs de la réunion entre le gouvernement et l'industrie porteront notamment sur les projets de construction de pipe-lines pour l'acheminement du pétrole brut et du gaz naturel, sur un examen détaillé du projet de construction d'une route praticable en tout temps à travers le Nord et sur l'opinion de toutes les parties sur les systèmes de transport multiples en général et sur les divers projets en particulier.

Lorsqu'il a fait cette brillante déclaration à Edmonton, pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas invité à cette conférence l'Alberta ainsi que toutes les autres provinces intéressées? J'ai inscrit à ce sujet un certain nombre de questions au *Feuilleton*. Je n'arrive même pas à savoir si le gouvernement fédéral se soucie de découvrir ce que la province de l'Alberta fait à cet égard ni de dire s'il a même l'intention de participer à cette conférence prévue pour la troisième semaine de juin. C'est le gouvernement fédéral qui aurait dû en prendre l'initiative afin de répondre aux besoins de tout le Canada relativement à la production et au transport de l'énergie.

Avant que n'expire le temps qui m'est alloué, je voudrais signaler un autre point. Jamais nous ne convainçons les Canadiens d'investir leurs économies dans l'exploitation de nos ressources et le développement de notre industrie si nous ne leur fournissons pas des raisons au moins aussi bonnes d'investir chez nous que les citoyens américains en ont d'investir aux États-Unis. Le formidable drainage de nos capitaux vers le Sud indique clairement que les Canadiens ont plus confiance en la politique d'investissement du gouvernement des États-Unis qu'ils en ont dans celle du nôtre. Pourquoi ne donnons-nous pas aux nôtres, quelle que soit l'importance de leurs capitaux, des raisons d'investir dans nos propres ressources qui, à l'heure actuelle, dépendent presque complètement de capitaux étrangers? Cette question touche à la ligne de conduite à l'égard de l'allocation d'épuisement qui devrait être tout à fait modifiée. Et aussi une politique canadienne plus dynamique pour ce qui est de l'exploitation et de la transformation de nos propres ressources non seulement dans le secteur minier, mais aussi dans celui des pétroles.

Bien que les régions septentrionales soient très importantes au plan des ressources énergétiques, sans omettre les richesses de l'Ouest, nous n'arriverons pas à exploiter toutes nos ressources si nous n'avons pas une politique d'encouragement pour les Canadiens et une politique de collaboration avec les différents niveaux de gouvernement. Si le budget avait apporté quelque chose pour remédier à ce problème, la valeur que lui accorde le gouvernement serait justifiée. Comme ce n'est pas le cas, je ne vois que peu d'intérêt aux politiques énoncées dans le budget.

M. E. B. Osler (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de prendre la parole après le député de Red Deer (M. Thompson) qui est si éloquent, même lorsqu'il débite des banalités. On l'écoute avec intérêt.